



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti ouvrier
révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière
révolutionnaire

Supplément à CPS n°76 –

16 avril 2020

En annonçant la réouverture des établissements scolaires pour le 11 mai, Macron a donné le signal de départ pour une « sortie de confinement » de tout le prolétariat, à l'initiative de la bourgeoisie. Aux Etats-Unis, en Europe, avec ou sans confinement, toutes les bourgeoisies se lancent dans la course pour maintenir ou renvoyer la classe ouvrière sur les lieux de travail.

La pandémie ne cesse pourtant d'amplifier ses ravages, frappant au premier chef les travailleurs en activité. Alors comment expliquer cet acharnement ?

À l'aube d'une crise dévastatrice du mode de production capitaliste, chaque bourgeoisie lutte pour sa survie en usant du prolétariat comme masse de manœuvre périssable, « chair à virus » sur l'autel des taux de profit en capilotade.

Quelle perspective politique positive pour le prolétariat et la jeunesse ?

Partout, la course à la « sortie du confinement » pour la classe ouvrière est lancée

C'est de manière presque simultanée que la majeure partie des gouvernements au service de la bourgeoisie annonce, ces derniers jours, le renvoi à brève échéance de larges fractions du prolétariat sur les lieux de travail. Beaucoup affirment, dans le même temps, prolonger diverses mesures de « confinement » : c'est souligner d'autant plus le fait que c'est avant tout la classe ouvrière, seule classe productrice de plus-value, qu'il s'agit d'envoyer au casse-pipe.

Aux Etats-Unis, devenu « le pays le plus touché au monde par la pandémie » (AFP, 16/4), Trump décrétait le 16 avril, contre toute évidence, que le « pic » de contaminations était passé..., cela pour mieux annoncer son plan de fin de confinement Etat par Etat, « Rouvrir l'Amérique ». Il prenait appui sur l'existence de millions de chômeurs supplémentaires, licenciés depuis le début du confinement, pour justifier ses annonces, usant de ces prolétaires réduits à la misère comme masse de manœuvre.

En Italie, où le Covid-19 continue de faire des ravages, le président du Conseil, Conte, annonçait dès l'orée du mois d'avril : « Nous devons procéder à un retour à la normalité, et cela doit être fait graduellement pour permettre à tout le monde de retourner travailler dans la sécurité ». Des « concertations » nationales associant dirigeants des organisations syndicales et patronat étaient organisées dans la foulée, tandis que des « experts » aux ordres s'empressaient de décréter un reflux de l'épidémie « entre le 5 et le 16 mai » (La Croix, 2/4) !

En Espagne, « le troisième pays le plus touché au monde par le coronavirus, dont l'économie est à l'arrêt depuis deux semaines, assouplit ses mesures de confinement, notamment dans l'industrie et la construction. Mais attention, pas de lever de confinement pour le reste de la population » (France 2, 14/4).

Dans ce cadre, la réouverture inopinée des écoles, dite « progressive » et « adaptée », c'est-à-dire ciblée avant tout sur les enfants des prolétaires contraints de reprendre le travail (le 15 avril en Autriche et au Danemark, le 4 mai en Allemagne, le 11 mai en France...), constitue une condition à cette reprise du travail par la classe ouvrière en même temps qu'un signal adressé au patronat de toutes les branches. C'est aussi l'assurance d'une nouvelle vague de propagation du virus, frappant tout particulièrement le prolétariat.

Une gigantesque régression pour la civilisation toute entière

Chaque jour qui passe révèle l'ampleur du désastre.

Alors que la pandémie envahit la planète entière, la perspective immédiate c'est l'extension de la famine pour des centaines de millions d'êtres humains supplémentaires. C'est évidemment le cas dans les pays dominés par les puissances impérialistes, où parfois, pour près de la moitié de la population condamnée au travail informel chichement payé à la journée, il s'agit « de choisir entre mourir de faim en se confinant et de mourir du coronavirus en sortant pour gagner leur pain » (Le Monde, 1/04). Nous ne citons pas là un révolutionnaire, mais Denis Mukwebe, médecin au Congo auquel fut attribué le prix Nobel de la Paix en 2018 !

Mourir de faim, c'est aussi ce qui est promis même dans les pays capitalistes dits avancés, notamment en France, aux migrants, aux chômeurs sans droits. Mourir du coronavirus, c'est ce qui menace 30 millions d'Américains privés de toute couverture maladie...

Mourir de ne pouvoir être soigné, c'est le sort de centaines, de milliers de malades. Dès le 1^{er} avril, les médecins de 9 grands hôpitaux d'Europe indiquaient : « *Les hôpitaux seront bientôt à court des médicaments essentiels pour traiter les patients atteints du Covid-19* ». Les hôpitaux manquent de tout : de curare, d'anesthésiants... « *Pour les tests, nous n'avons pas de réactifs* ». Aux victimes de la pandémie vont s'ajouter tous les malades dont les traitements sont différés ou interrompus.

Mourir si l'on est pauvre, car aux USA les Noirs meurent plus que les Blancs, et en France, c'est aujourd'hui en Seine-Saint-Denis que la pandémie progresse le plus vite.

Y compris pour ceux qui à ce jour ont la chance de ne pas être malades et d'avoir un emploi en CDI, la « *très généreuse* » indemnité de chômage partiel aboutit à une diminution de salaire qui est au minimum de 16 % en France, en réalité bien davantage si l'on tient compte des primes et autres heures supplémentaires sans lesquelles un certain nombre de salaires ne sont que des salaires de misère. Mais ce n'est qu'un sursis, en particulier pour tous les contrats précaires (40% des 15-29 ans) menacés de perdre leur emploi dès que le dispositif sera levé. Et déjà le nombre de demandeurs d'emploi explose (+ 104 860 inscription à Pôle emploi durant la 1^{ère} semaine d'avril).

Partout, la jeunesse est la première victime de la crise. En France, par exemple, elle subit de plein fouet les conséquences de cette crise. Nombre d'entre eux, invisibles dans les statistiques, ont déjà perdu leur « petits jobs » : dans l'intérim, la chute des emplois est de 75%, ceux qui restent servant à remplacer les salariés qui refusent de travailler sans protection ou malades du Covid ! Les étudiants infirmiers, en stage en pleine épidémie, sont affectés dans différents services, parfois en unité Covid, et indemnisés au maximum 50€/semaine !

20% des étudiants vivent au-dessous du seuil de pauvreté ; aujourd'hui, nombre d'entre eux sont confinés dans des appartements exigus (une chambre CROUS = 9 m²), sans revenus y compris... pour se nourrir, avec les plus grandes difficultés matérielles pour poursuivre leurs cours par voie numérique. Et pour la grande majorité, c'est l'incertitude totale pour leur avenir. Les examens s'organisent dans l'anarchie la plus complète, le gouvernement ayant autorisé par ordonnance chaque université à définir ses modalités de contrôle des connaissances. De plus, les jeunes diplômés vont arriver sur un marché du travail sinistré. Voici un concentré de l'avenir que le capitalisme promet à la jeunesse !

La crise du coronavirus fait apparaître au grand jour la gabegie du système capitaliste. Alors qu'en 2019, le budget militaire mondial connaissait une progression de 4% (près de 40% en 20 ans), les systèmes de soin manquent de tout : de masques, de respirateurs, de médicaments et ... de personnels. C'est là le concentré d'un système économique et d'un mode de production, le capitalisme, où la production est organisée en vue de la réalisation du profit maximum, au détriment des besoins sociaux les plus pressants de l'immense majorité de la population.

Derrière la crise sanitaire, une effroyable dépression économique s'annonce

De toute part, on entend des prophéties sur « *le jour d'après* ». Mais « *le jour d'après* », dans le cadre du maintien du système capitaliste, cela ne peut être rien d'autre qu'une augmentation faramineuse du chômage, une dégradation brutale des conditions d'existence des masses, une remise en cause violente du droit à la santé, à l'instruction et à la qualification pour la jeunesse, à la retraite, etc.

Dans l'histoire récente, au XX^e siècle, le capitalisme n'a surmonté ses crises les plus violentes que par la guerre. La guerre commence par relancer la machine économique par la production massive d'armes et la subordination de l'ensemble de l'économie, l'industrie en particulier, à cette fin. Elle détruit de manière massive les forces productives, les travailleurs et les usines en les écrasant sous les bombes et la mitraille. Ainsi, elle peut être au point de départ d'une nouvelle phase de « croissance » du fait de la nécessaire reconstruction économique.

La pandémie ne pourra jouer le même rôle. Même si elle entraîne des centaines de milliers de victimes, voire davantage, elle ne peut détruire la main-d'œuvre surnuméraire dans les mêmes proportions que l'ont fait les deux guerres mondiales du XX^e siècle.

La « crise du coronavirus » a éclaté alors que tous les éléments d'une crise de surproduction générale s'accumulaient dans tous les pays, notamment en Chine. Aujourd'hui, la reprise de l'activité économique en Chine s'opère dans des conditions formidablement dégradées. L'interdépendance des différents pays fait que nombre d'entreprises chinoises ont besoin, pour redémarrer, de matériaux ou composants habituellement fournis par d'autres pays capitalistes, eux-mêmes à l'arrêt. Surtout, l'essor de l'économie chinoise dépend encore largement de ses exportations. Or la consommation des pays importateurs (les États-Unis, l'Europe) connaît une contraction historique. Voilà pourquoi se multiplient en Chine les situations de « chômage partiel », voire de faillites d'entreprises. Le chiffre de 5 millions de chômeurs supplémentaires (qui est celui des commentateurs officiels) constitue une formidable sous-estimation de la réalité. Ce sont des dizaines de millions de chômeurs supplémentaires qui s'annoncent, en particulier dans la fraction la plus exposée du prolétariat : celle des travailleurs migrants, originaires de la campagne.

Dans les autres puissances impérialistes, la situation promet d'être pire. Les pronostics quant à la situation économique en Europe évoluent de jour en jour dans ce sens. Baisse du PIB de 10%, 15%, 20% ? Aux États-Unis, Goldman Sachs pronostique une baisse d'activité de 25 %. Personne n'en sait rien. Mais des milliers de petits commerçants et artisans sont voués à la faillite (hôtels, restaurants, bars, salons de coiffure, etc). Des secteurs entiers vont être dévastés (tourisme,

transports aériens) et des pays entiers, précédemment au bord de la banqueroute et pour lesquels l'activité touristique était vitale (Grèce, Espagne), sont menacés d'effondrement. Mais d'autres secteurs qui ont une place centrale dans la production capitaliste sont également condamnés à une brutale baisse d'activité, à commencer par l'automobile et l'aéronautique. Avant même la crise du coronavirus, Renault indiquait envisager la fermeture d'usines en France. Les deux hauts-fourneaux de l'usine sidérurgique ArcelorMittal, à Fos-sur-Mer, seront bientôt à l'arrêt, du jamais-vu depuis le début de son activité en 1973, selon *Le Monde*, qui rapporte l'inquiétude de S. Poletto, secrétaire général de la CGT : « Il y a 2 à 3 semaines, les discussions portaient sur le Covid-19, mais, depuis l'annonce de l'arrêt du second haut-fourneau, la peur de perdre son emploi a pris le pas sur la peur du virus. »

Aux USA, Ford a dû avoir recours à un gigantesque emprunt d'urgence. Boeing a officiellement annoncé un plan de milliers de licenciements et Airbus l'a suivi de près en décidant d'interrompre sa production en Allemagne et aux États-Unis. Le marasme dans ces secteurs ne peut qu'entraîner une réaction en chaîne, à commencer dans le secteur du bâtiment. Les travailleurs inquiets pour l'avenir, les petits commerçants et artisans redoutant la faillite sont amenés à renoncer en nombre à leur projet d'achat de logement. Les organismes de construction de logements sociaux, déjà mis à mal par la politique des gouvernements, seront, demain, plus encore asséchés.

Les « plans de relance » des gouvernements bourgeois

Les gouvernements des différentes puissances impérialistes annoncent de gigantesques « plans de relance » pour tenter de conjurer la dépression économique : 2 000 milliards aux USA, 1 250 milliards en Allemagne, plus de 500 milliards en France. Par ailleurs, la Fed (la banque centrale américaine) et la BCE (Banque centrale européenne) ont annoncé de colossales opérations de rachat d'obligations d'État et d'entreprises à hauteur respectivement de 700 milliards de dollars et de 750 milliards d'euros. Plusieurs remarques doivent être faites sur ces sommes faramineuses annoncées.

D'une part ces sommes mêlent des « aides directes » aux entreprises, autrement dit, du « cash » : 150 milliards en Allemagne, 110 milliards en France, par exemple. Une partie plus importante des sommes annoncées est constituée de « garanties de prêts » - prêts qui, en principe, doivent être remboursés. Ce n'est donc pas la même chose, ce dont on se rend compte dès que l'on regarde les choses de plus près. Ainsi, pour une « garantie de prêts » à hauteur de 400 milliards, le gouvernement italien a décidé de provisionner... 30 milliards. De même, une partie de ces sommes consistent dans des reports de paiement (impôts, cotisations sociales). Enfin, une autre partie est destinée aux éventuelles opérations de « nationalisations » ou de prises de participation qui n'ont d'autre but que de sauver un certain nombre d'entreprises de la faillite (compagnies aériennes, Boeing aux États-Unis, par exemple). Ajoutons, pour être complet, qu'une faible part de ces sommes est versée, sous forme d'allocation, à la population la plus misérable (aux États-Unis, 1 200 dollars/contribuable sous forme de crédit d'impôt et sous condition de ressources), et une plus faible partie encore (dérisoire) pour les hôpitaux et le système de santé.

L'addition de toutes ces sommes en un seul total relève ainsi largement de la fiction puisqu'une large partie d'entre elles ne sera pas effectivement décaissée. On le voit aussi, la capacité des différents gouvernements d'apporter une aide directe aux patrons de leur propre pays dépend directement... de la force respective des différentes puissances impérialistes. Ainsi est-elle largement plus faible en France qu'en Allemagne, dont la dette d'État est considérablement moins importante (à la veille de la crise sanitaire, elle était de 61% du PIB en Allemagne et de 100% en France).

Mais comment les différents gouvernements vont-ils financer leurs plans ? Par l'augmentation considérable de la dette publique. Qui va au bout du compte prêter aux États ? En dernière analyse : les banques centrales. Et comment ces dernières vont-elles pouvoir assurer ces prêts ? Par l'augmentation de leur bilan, autrement dit, par la planche à billets... Jusqu'à quel point les banques centrales peuvent-elles gonfler leur bilan sans provoquer une nouvelle catastrophe ? Nul ne peut le dire avec exactitude : effondrement des devises, hyperinflation par invasion sur le marché d'une masse de liquidités (quoique l'effondrement de la demande et le chômage de masse puissent à l'inverse provoquer une déflation toute aussi désastreuse)... Tout est possible...

Mais une chose est certaine : c'est aux patrons que les gouvernements déversent la manne qui n'ira ni à la satisfaction des besoins les plus pressants des hôpitaux, ni de manière significative à éviter le dénuement d'une frange de plus en plus importante du prolétariat.

Et une autre chose n'est pas moins certaine : si le versement de liquidités va éviter à un certain nombre de capitalistes, petits ou grands, la faillite immédiate, à aucun moment ces plans n'auront le pouvoir de relancer la demande, de provoquer une nouvelle extension du marché donnant au capitalisme un nouvel élan, ouvrant sur une nouvelle ère de prospérité. Les plans de relance sont surtout les plans de l'impuissance !

Les antagonismes entre puissances impérialistes s'aiguisent

En appelant à l'« unité » de l'Europe, Le Maire, ministre de l'économie, a eu cette phrase : [si nous n'arrivons pas à nous entendre, ndr] « nous serons jugés sévèrement par les marchés et les populations ». Tout est dans l'ordre des mots. Il s'agit d'abord des marchés bien sûr. Mais ce vibrant appel à l'unité était surtout un appel pressant à l'Allemagne pour qu'à travers les « coronabonds », elle se charge du fardeau de la dette des pays du Sud de l'Europe (et il faut mettre la France au sud !)

« *Si tu attends les coronabonds, ils ne viendront jamais* », a répondu Merkel à Conte (et aussi, par la même occasion, à Macron). Pour l'essentiel, l'accord finalement intervenu au niveau de l'UE donne satisfaction à l'Allemagne. Il n'y aura pas de « coronabonds », même si l'Allemagne a dû faire quelques concessions.

Si le capitalisme français est inquiet, il l'est d'abord par rapport à l'Allemagne, bien placée pour lui tailler toujours plus de croupières, tout en lui quémendant son soutien au nom de : « *partage du fardeau* », « *la solidarité, c'est maintenant* » (*Le Monde*, 16/4).

Même pour les rares segments industriels français encore actifs sur le marché mondial, l'avenir peut être très critique. C'est ainsi que « *la filière automobile est tout particulièrement attentive à ce qui se passe outre-Rhin* (pour le délégué général de la Plateforme automobile) ; *les constructeurs allemands, comme Volkswagen, vont redémarrer la semaine prochaine. Il y a un vrai risque pour les sous-traitants de se voir déréférencer s'ils ne sont pas capables de fournir* »

Il est vrai que l'Allemagne, même en position de domination économique incontestable, ne peut pas agir à sa guise. La survie de l'économie allemande demeure tributaire du fait que l'UE ne se disloque pas, que l'Euro en particulier ne s'effondre pas.

Mais on le voit : à l'inverse de ce que nous expliquent tous les idéologues selon lesquels les « nations » sont dissoutes dans la « mondialisation », la crise ne fait pas disparaître les antagonismes nationaux, elle les aiguise.

C'est ce que montrent encore les propos de Trump sur le « *virus chinois* », sa décision de ne plus financer l'OMS (Organisation mondiale de la santé) prétendument « *sous influence chinoise* », les affirmations de Pompeo selon lesquelles « *le Parti communiste chinois constitue une menace contre notre mode de vie* », etc. Sans doute nous n'en sommes pas à la guerre. Mais déjà le discours est celui de la guerre.

En France, « à tout prix », c'est à dire au prix de la santé des travailleurs, faire revenir le prolétariat dans les ateliers et sur les chantiers

Dans ce contexte, l'économie française n'est évidemment pas mieux lotie. Ce qui importe, ce ne sont pas les derniers propos de Philippe sur l'évolution du PIB et de la dette. Ce qui importe, c'est l'évolution de ces propos. Le gouvernement a annoncé une chute de 3% du PIB, puis de 6%, maintenant de 8%... Mais une baisse de 1,5% par quinzaine de confinement est annoncée. Philippe évalue aujourd'hui la dette à 115 % du PIB. Pour l'instant...

Des entreprises françaises parmi les rares qui ont encore une place sur le marché mondial, même si c'est une place de second rang, sont immédiatement menacées : notamment Air France, qui en appelle à l'aide de l'Etat, Renault...

C'est pourquoi dès maintenant, le gouvernement Macron entend faire porter au prolétariat le fardeau de l'interruption de l'activité.

Union sacrée sur le plan de sauvegarde du capitalisme français financé sur le dos des travailleurs

Au lendemain du discours de Macron, Darmanin annonçait que le plan de « *sauvegarde de l'économie française* » devait être porté à 110 milliards d'euros (M€). Il ajoutait : « *On a à Bercy modifié par deux fois le budget de la France en trois semaines. 110 milliards d'euros, peut-être qu'il faudra encore compléter les mesures que nous avons annoncées. Il ne faut pas d'idéologie, il faut beaucoup de bon sens et de pragmatisme pour sauver l'économie française* », soulignait le ministre.

Et c'est donc sans scrupule que le gouvernement décidait de piller à pleines mains dans le budget des Administrations de Sécurité sociale (ASSO) pour financer ce plan pour près de 50 M€ : 8 des 24 M€ destinés au chômage partiel (via l'UNEDIC), les 8 M€ destinés à la santé, près de 25 M€ de report de cotisations patronales pour partie déjà transformé en annulation (hôtellerie, restauration, arts et spectacles). A cela il faut ajouter les milliards d'euros volés aux travailleurs du fait que le chômage partiel est exonéré des cotisations sociales et des retraites complémentaires. Le plan de « *sauvegarde de l'économie française* » est donc directement prélevé sur le salaire différé des travailleurs.

Un tel hold-up ne pouvait se faire sans le bouclier de l'Union sacrée que lui ont accordé le PS et le PCF lors du vote de ce plan à l'Assemblée nationale le 17 avril, le PS votant pour et le PCF s'abstenant. Quant à LFI, son porte-parole a tenu à préciser que ses députés apportent leur soutien à l'ensemble des mesures de ce plan « *indispensables a minima* » pour « *sauver l'économie française* » mais votent contre parce que « *nous ne possédons pas le même logiciel, la même grammaire pour penser l'économie, notamment celle de demain* ».

Réduction des congés annuels des travailleurs

Dans le même temps, la loi d'urgence sanitaire, dont aucun des dirigeants syndicaux ne réclame le retrait, permet d'ores et déjà la réduction considérable des droits à congés, et ouvre sur des « *accords d'entreprises* » permettant d'imposer aux travailleurs que les jours chômés soient comptabilisés dans leurs congés annuels, la suppression de journées de récupération ou de RTT. C'est le cas à Michelin, PSA, et dans la plupart des grandes entreprises.

La Fonction publique n'est évidemment pas épargnée avec l'ordonnance Dussopt qui autorise le gouvernement à supprimer jusqu'à 10 jours de congés annuels considérés comme pris par le fonctionnaire pendant la période de confinement.

Imposer au prolétariat le retour au travail

Par ailleurs, l'urgence immédiate, c'est d'imposer à la classe ouvrière de retourner au travail, quelles que soient les conditions sanitaires. Car pour ce qui est de ces dernières, la propagande gouvernementale a beau triturer les chiffres : l'épidémie ne recule pas.

C'est cette nécessité d'une reprise générale du travail pour la défense des positions de la bourgeoisie française qu'ont exprimée les dirigeants de différents secteurs du patronat français début avril par de multiples prises de positions.

La plus significative est sans doute celle du PDG de Michelin, par son caractère d'injonction adressée au gouvernement et son contenu parfaitement explicite sur le fait que la santé des travailleurs passe après. Il déclare dans une interview du 4 avril : *« le monde ne peut pas rester confiné... Nous le disons au gouvernement, le confinement ne peut pas être éternel, nous devons nous habituer à vivre avec un Coronavirus qui n'aura pas disparu »*.

Le président du MEDEF, G. Roux de Bézieux, lui, ne s'est pas contenté de déclarer le 11 avril dans *Le Figaro* : *« j'exhorte tous les entrepreneurs qui le peuvent à redémarrer dès maintenant leur activité... en négociant des accords de reprise avec les représentants du personnel »* ; il a ajouté : *« il faudra bien se poser, tôt ou tard, la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise économique... l'important, c'est de remettre la machine économique en marche et de reproduire de la richesse en masse, pour tenter d'effacer, dès 2021, les pertes de croissance de 2020 »*, traduisant ainsi sa volonté que les remises en cause du droit du travail inscrites dans la loi d'urgence soient pérennisées. Cette position a été immédiatement reprise par la secrétaire d'État à l'économie, ce qui démontre que telle est bien leur perspective commune.

Mais, cette prise de position a fait l'objet d'un recadrage de Berger et de Le Maire qui sont montés au créneau pour dire que ces questions ne sont pas à l'ordre du jour. Et le président du MEDEF a dû faire amende honorable. C'est l'illustration du fait que, pour l'heure, la priorité absolue est de remettre les prolétaires au boulot, dans un contexte sanitaire qui n'est en rien sécurisé. Il ne faut surtout pas rendre la tâche plus difficile en mettant ouvertement sur le tapis des questions qui pourraient cristalliser leur rejet de la façon dont le capital joue avec leur santé.

C'est dans ce cadre que se situe l'intervention de Macron du 13 avril : Il vient impulser au compte de la bourgeoisie française la reprise généralisée du travail. Il déclare : *« Le 11 mai, il s'agira aussi de permettre au plus grand nombre de retourner travailler, redémarrer notre industrie, nos commerces et nos services. Le gouvernement préparera sans délai ces réouvertures avec les partenaires sociaux pour que des règles soient établies afin de protéger les salariés au travail. C'est la priorité. »*

Et pour ce faire il faut que les écoles, les collèges et les lycées reprennent, il faut que les parents n'aient plus à garder leurs enfants. Comme par hasard, les étudiants qui se gardent tous seuls ne sont pas concernés par la reprise des cours. Tel est le sens de l'annonce par Macron de la fin du confinement le 11 mai. Sur le plan épidémiologique, on chercherait en vain la moindre justification à cette date. La reprise des cours en primaire et secondaire à cette date, au nom de *« la lutte contre les inégalités »* est particulièrement révoltante. Les établissements scolaires vont constituer des foyers de propagation du virus redoutables puisque lorsque les jeunes sont porteurs du virus, ils le sont souvent sans symptôme. Mais qu'importe au gouvernement ! A nouveau la plus-value doit être extraite ! Il faut que les enfants soient à l'école pour que les parents soient de nouveau au travail. La justification de la reprise le 11 mai tient toute entière dans l'impératif de survie du capitalisme français.

Macron ne s'est pas borné à fixer le cap, Il a aussi donné le mode d'emploi de la reprise du travail, en indiquant que *« le gouvernement préparera la reprise du travail avec les partenaires sociaux pour que des règles soient établies afin de protéger les salariés »*. Au prétexte de l'établissement de règles « protectrices » dont il a lui-même indiqué qu'elles seraient largement fictives (pas de dépistage systématique, des masques « grand public » et encore pas pour tout le monde), c'est un appel aux dirigeants syndicaux à poursuivre sur la voie du dialogue social en prenant en charge la reprise du travail qu'il lance.

L'union nationale pour la reprise du travail

L'appel de Macron a été reçu 5 sur 5 par les dirigeants syndicaux. Ils se sont pliés à l'exigence de la bourgeoisie de reprise généralisée du travail. En témoigne le commentaire immédiat de Martinez demandant à Macron de concrétiser ses engagements par des actes tels que l'augmentation du SMIC, ce qui revient à acter la reprise du travail, même à l'endosser, et à passer à « l'après ».

Toutes les prises de position des appareils qui ont suivi sont à l'unisson : de la déclaration confédérale CGT du 16 avril, qui met au premier plan l'indemnisation des travailleurs atteints du Covid-19 au titre de l'accident du travail, ce qui signifie se situer dans une perspective où le travail a été massivement repris avec les conséquences qui ne manqueront pas d'en résulter (*« vivre avec le Covid-19 »*, selon les termes du PDG de Michelin cité plus haut), à celle de l'intersyndicale des organisations syndicales de l'enseignement, qui fait mine de demander des garanties pour la reprise du travail, comme si Macron n'avait pas fixé un cadre très clair - de véritables garanties il n'y en aura pas -, tous les appareils syndicaux se disposent pour participer au dialogue social dans le cadre des CSE, des CHSCT et autres instances de dialogue social pour prendre en charge la reprise du travail. A cet égard, le document diffusé par la CGT de l'enseigne But intitulé *« mesures de protection pour un protocole de reprise d'activité »* est emblématique. En effet, ce document se conclut en affirmant : *« nous paraît comme essentiel le travail avec les représentants du personnel pour définir un protocole de reprise d'activité »* et en précisant que *« les instances*

représentatives doivent être réunies avant toute reprise d'activité », ce qui constitue ni plus ni moins l'application de la méthode de mise en œuvre définie par Macron, et cela dans un secteur, celui de l'ameublement et de l'électro-ménager, qui n'a rien d'un secteur indispensable.

On peut même dire qu'au vu des formulations qui sont maintenant les siennes pour présenter la pétition intitulée « *plus jamais ça* » dont il a pris l'initiative avec les appareils FSU et Solidaires : « *le 11 mai sortie de confinement !... Certes, un mois de plus c'est long !* », l'appareil CGT manifeste de l'impatience vis-à-vis de la reprise du travail (jusqu'à la ponctuation utilisée !)

Significativement, au moment où les appareils syndicaux se précipitent dans le dialogue social pour prendre en charge la reprise du travail, on apprend qu'un inspecteur du travail vient d'être suspendu de ses fonctions et menacé de poursuites disciplinaires par Pénicaud. De quoi est-il accusé ? D'avoir osé engager une procédure de référé visant une entreprise n'ayant pas mis à la disposition de ses salariés les masques et autres équipements de protection individuelle pour préserver la santé et la sécurité des aides à domicile qu'elle emploie, cela alors même que des salariés de l'association ont été hospitalisés et plusieurs autres en arrêt pour suspicion de Covid-19 ! Il faut être clair : ce sont les appareils syndicaux qui ont ouvert la voie à cette infamie de Pénicaud. Aujourd'hui, on ne peut mener campagne pour la levée immédiate de la sanction qui frappe cet inspecteur du travail sans exiger en parallèle que soit brisée l'union nationale pour la reprise du travail.

Mais les appareils syndicaux ne se limitent pas à prendre en charge ouvertement la reprise du travail. Dans son allocution, Macron a déclaré : « *je reviendrai donc vers vous pour parler de cet après* ». Or l'appareil CGT reprend quasiment les mêmes termes : « *le jour d'après... tu le veux comment ?* » est une manière de lui répondre, l'affirmation d'une disponibilité au dialogue avec Macron pour préparer le « *jour d'après* », qui est tout simplement le jour d'après la reprise du travail.

La pétition des appareils syndicaux n'est rien d'autre qu'une offre de service à Macron

C'est à l'aune de cette nécessité pour la bourgeoisie française de s'appuyer sur le dialogue social pour porter des coups sans précédents contre le prolétariat et la jeunesse qu'il faut juger de la pétition « *plus jamais ça* » que les appareils CGT, FSU, UNEF, Solidaires), flanqués d'organisations tels que Greenpeace, Attac, la fondation Copernic, etc. invitent les travailleurs à signer.

Les signataires de cette pétition demandent au gouvernement de prendre immédiatement trois mesures :

- « *L'arrêt immédiat des activités non indispensables pour faire face à l'épidémie* ». Or le protocole diffusé par la CGT de l'enseigne But (dont il a été question plus haut) intitulé « *mesures de protection pour un protocole de reprise d'activité* » démontre que c'est maintenant au contraire la reprise du travail, quel que soit le secteur d'activité, qui est à l'ordre du jour pour les appareils syndicaux. Ce n'est pas par hasard que la revendication d'« *arrêt immédiat des activités non indispensables pour faire face à l'épidémie* » a disparu des déclarations de la confédération CGT.

- « *Les réquisitions des établissements médicaux privés et des entreprises afin de produire dans l'urgence masques, respirateurs et tout le matériel nécessaire pour sauver des vies* » Tout le monde parle de « réquisition »... même Macron dans son discours du 13 avril. Le mot d'ordre de réquisition des établissements médicaux privés et des entreprises n'a donc de valeur pour la classe ouvrière que si l'on précise : réquisition sous contrôle ouvrier. Ce sont les travailleurs et eux seuls qui doivent décider de ce que produisent les entreprises réquisitionnées et décider pour tout ce qui concerne la lutte contre la pandémie, de la livraison gratuite aux hôpitaux et des soins couverts à 100 % par la Sécurité sociale sans surfacturation.

- Le non versement des dividendes. Mais quelle est la valeur d'une telle « revendication », dès lors que les appareils syndicaux acceptent que l'État, les finances publiques (c'est-à-dire les travailleurs, en dernière analyse) endossent le poids de la crise en lieu et place des entreprises ? Un ersatz et un trompe-l'œil destinés à masquer que, comme en 2008-2009, c'est aux travailleurs de prendre en charge la sauvegarde des intérêts capitalistes, rien de plus.

On ne trouve dans cette pétition aucune revendication ouvrière par rapport aux enjeux auxquels les travailleurs et jeunes sont confrontés aujourd'hui : rien sur la nécessité de revendiquer l'abrogation de la loi d'urgence sanitaire et les ordonnances d'application qui dérèglementent à tout va et instaurent un État d'exception, rien sur l'exigence du maintien intégral des salaires et la liste des revendications ouvrières mentionnée plus bas.

En réalité, le contenu de cette pétition consiste à écarter soigneusement toute revendication ouvrière pour tendre la main au gouvernement Macron et lui proposer de définir avec lui le contenu du « jour d'après ». En effet, toutes les revendications de la pétition des 15 sont parfaitement « macron-compatibles ». Elles sont énoncées au nom de la lutte contre le « néo libéralisme » au moment où justement les États bourgeois sont contraints, comme toujours en situation de crise aiguë, à une intervention massive dans la sphère économique, c'est-à-dire – si les mots ont un sens – à une politique aussi peu « libérale » que possible... mais toujours et plus en défense du capital financier ! Le discours contre le « néolibéralisme » est un discours en défense du capitalisme, d'un capitalisme non « néo libéral », mais d'un capitalisme qui pour subsister doit plus que jamais écraser socialement le prolétariat.

Une offensive anti-ouvrière sans précédent dans l'histoire est en gestation

Et pour demain, au nom de la réduction de la dette, la plus violente offensive se prépare contre la santé, l'école, ce qui reste des acquis sociaux. Que les dirigeants syndicaux prétendent s'appuyer sur les propos mensongers de Macron sur les services

qui « *doivent rester en dehors du marché* » est une honte. Ils savent mieux que quiconque ce que recouvrent ces propos. *Mediapart* a révélé le projet de réforme de l'hôpital que préparait secrètement le gouvernement : il s'agit de la généralisation des « partenariats public-privé », faisant des investisseurs privés les propriétaires du bâtiment de l'hôpital et de tout ou partie de son matériel médical, permettant aux dits investisseurs d'écraser les hôpitaux publics sous les charges locatives, les faisant crouler sous les dettes et le loyer de celles-ci, puis au nom de cette dette, justifiant de nouvelles réductions massives de personnel et de lits. Le directeur de l'ARS de Nancy, qui l'avait annoncé pour sa région, a été viré. Mais sa seule faute, pour le gouvernement, est de l'avoir dit trop tôt.

Il en va de même pour l'école et l'université. La « crise du coronavirus » est une formidable opportunité pour le gouvernement de faire sauter les derniers verrous à la liquidation de l'enseignement public. Les examens par « contrôle continu » liquident les diplômes nationaux et le monopole par l'État de la collation des grades, puisque le contrôle du niveau des élèves est désormais officiellement confié largement à des organismes privés (établissements privés sous contrats, officines privées testant le niveau en langues ; etc.). Et le « télé-enseignement » va être un formidable instrument pour tailler à la hache dans les cours en présence des élèves ou étudiants.

Contribuer à ouvrir une issue politique au prolétariat

A l'inverse de tous ceux qui au sommet des organisations ouvrières tentent d'attacher le prolétariat au char de l'Union sacrée, il faut essayer de définir les éléments d'une issue ouvrière à l'épouvantable crise qui se développe. La classe ouvrière – davantage sans doute en Italie (où l'appareil syndical en lien étroit avec le gouvernement a dû conjurer le risque de la grève générale qui était immédiat) et en Espagne (où des grèves importantes se sont développées contre la reprise du travail dans un certain nombre d'entreprises industrielles, comme Mercedes ou Airbus), qu'en France – a tenté et tente de résister à la volonté affirmée du capital de la sacrifier comme « chair à virus » sur l'autel du profit.

Ouvrir une perspective consiste d'abord à combattre pour le Front uni des organisations syndicales :

En défense de la santé des travailleurs,

- création immédiate de postes dans les hôpitaux publics, ouverture des lits nécessaires ;
- des masques, des respirateurs, des médicaments autant que de besoin et pour cela réquisition sous contrôle ouvrier des cliniques privées, des entreprises ;
- dépistage systématique de la population et organisation du confinement par la réquisition des hôtels, centres de loisirs et de conférences, etc. ;
- mise à disposition de masques pour l'ensemble de la population ;
- pas de reprise des cours le 11 mai qui ne peut se faire qu'au mépris de la santé des enseignants, des jeunes, mais aussi de toute la population laborieuse.

En défense du salaire, du droit aux congés,

- maintien intégral des salaires, non au vol des congés, retrait de l'ordonnance Dussopt dans la Fonction publique qui vole entre 5 et 10 jours de congés à des centaines de milliers de fonctionnaires ;
- gratuité du logement et de la nourriture pour les étudiants sans ressources du fait de la disparition des emplois de subsistance auxquels ils étaient condamnés. Continuité des ressources antérieures garantie par l'Etat ;
- rupture immédiate, totale, des dirigeants syndicaux avec le gouvernement Macron-Philippe, dénonciation de tous les « accords » de reprise du travail, en particulier dans la métallurgie, la chimie, le bâtiment, etc. ;

L'effroyable dépression économique qui s'annonce pose avec une urgence particulière la nécessité d'en finir avec le capitalisme, l'urgence du socialisme, d'une société où toutes la production est ordonnée par la satisfaction des besoins sociaux du plus grand nombre. Cela signifie la nationalisation sans indemnité ni rachat des grandes entreprises de production et d'échange, ce qui n'est possible que par la constitution de véritables gouvernements ouvriers, par le démantèlement de l'appareil de répression de la bourgeoisie.

C'est sur un tel programme que doivent se rassembler les premiers éléments de la construction d'un véritable Parti ouvrier révolutionnaire en France, d'une Internationale ouvrière révolutionnaire à l'échelle mondiale. C'est ce à quoi entendent œuvrer les militants regroupés autour de *Combattre pour le socialisme* qui vous invite à vous associer et à rejoindre ce combat.

*